

IL VOUS EST DEMANDE DE VOTER

Dossier du BHI S3 / 8151 / CHRIS

LETTRE CIRCULAIRE 54/ 2002
18 novembre 2002

14e REUNION DE LA CHRIS
Shanghai, Chine, 15 - 17 août 2002

Réf: 1) Lettre circulaire du BHI 49/2001, du 18 octobre 2001
2) Lettre circulaire du BHI 19/2002, du 31 mai 2002
3) Lettre circulaire du BHI 51/2002, du 31 octobre 2002

Monsieur le directeur,

Le compte rendu final de la 14^e réunion de la CHRIS organisée à Shanghai (Chine) du 15 au 17 août 2002 ainsi que les divers documents se rapportant à cette réunion sont disponibles sur la page CHRIS du site Web de l'OHI¹ (www.iho.shom.fr/général/ecdis/ecdisnew1.html). Vous trouverez, en **annexe A** une liste d'actions résultant de cette réunion. La lettre circulaire 51/2002 faisait déjà état des actions associées au nouveau groupe de travail sur la standardisation des cartes et sur les cartes papier (CSPCWG). L'attention des Etats membres est attirée sur les actions suivantes en attente de réalisation :

Vice-présidence de la CHRIS (voir section 2 du compte rendu)

Après consultation avec le président de la CHRIS, le Comité de direction a décidé de ne pas proposer de directeur du BHI aux fonctions de Vice-président de la CHRIS. Il a donc été demandé aux membres de la CHRIS de bien vouloir présenter des candidats à ces fonctions (voir lettre CHRIS 9/2002)².

Modifications des normes de l'OHI (voir section 3 du compte rendu)

Lors de sa 13^e réunion (Athènes, Grèce, septembre 2001), la CHRIS a adopté un document intitulé "Principes et procédures pour la modification des normes de l'OHI", document auquel devront se

¹ Des exemplaires numériques et/ou imprimés du compte rendu final seront toutefois disponibles sur demande adressée au BHI (info@ihb.mc).

² Disponible sur la page CHRIS du site Web de l'OHI (www.iho.shom.fr/general/ecdis/ecdisnew1.html).

conformer tous les présidents des GT de la CHRIS lors de l'actualisation des normes de l'OHI. Ce document est reproduit en **annexe B**. La CHRIS, soutenue en cela par le BHI, est d'avis que ces principes et ces procédures devraient être étendus à tous les Comités/Commissions et groupes de travail de l'élaboration et de la tenue à jour de normes afin que l'actualisation de ces dernières soit faite de manière uniforme. Il est donc proposé que ces principes et ces procédures fassent l'objet d'une nouvelle résolution technique de l'OHI (RT A1.20). Il est demandé aux Etats membres de bien vouloir se prononcer sur cette proposition en complétant **le bulletin de vote constituant l'annexe C et en le faisant parvenir au BHI avant le 15 janvier 2003**.

Site Web de l'OHI (voir section 5 du compte rendu)

Afin d'améliorer la mise à disposition de l'information au sein de l'OHI ainsi qu'au sein de ses commissions régionales, de ses comités subsidiaires, de ses groupes de travail et des diverses autres parties concernées, la CHRIS a jugé que le site Web de l'OHI devait être revu et considérablement amélioré. Un groupe d'étude de la CHRIS a été formé en vue de formuler des recommandations concrètes en matière d'amélioration du site Web de l'OHI. Le Canada, les USA, l'Estonie, l'Afrique du Sud, la Nouvelle-Zélande, la Chine (Hong Kong), Singapour, l'OEF (Open ECDIS Forum) et le BHI font partie de ce groupe présidé par la Nouvelle-Zélande (M. Michael Farrell). Un rapport préliminaire disponible sur la page CHRIS du site Web de l'OHI (voir ci-dessus) a déjà été produit. Les Etats membres souhaitant contribuer à ces travaux sont invités à en prendre connaissance et à faire parvenir leurs commentaires au président (mfarrell @ linz.govt.nz), avec copie au BHI (M. Anthony Pharaoh, pad@ ihb.mc), **avant le 15 décembre 2002**.

Résultats des discussions du groupe de travail ad hoc de la CHRIS tels que communiqués au SPWG (voir section 5 du compte rendu)

La réunion a discuté du futur programme de travail de la CHRIS à la lumière des travaux du SPWG et des résultats de la XVIe CHI. Les discussions se sont déroulées dans le cadre de trois groupes de travail ad hoc et les conclusions ont été résumées et communiquées au président du SPWG (voir lettre CHRIS 8/2002³). Vous trouverez en **annexe D** un exemplaire de la CHRIS 8/2002 (sans ses annexes) à titre d'information.

Etat de l'application des règles relatives aux ECDIS (voir section 6 du compte rendu)

L'application des prescriptions relatives à la présence d'ECDIS à bord pour les informations relatives à la navigation relève de la responsabilité de l'Etat du pavillon. Toutefois, l'Etat du port peut, lui aussi, décider de l'entrée en vigueur de ces prescriptions. Il est donc important de constituer et de tenir à jour une base de données reflétant l'état de l'application, par l'Etat du pavillon et par l'Etat du port, des prescriptions relatives à la présence d'ECDIS à bord. Il est demandé aux Etats membres de fournir ces informations **avant le 15 février 2003**, en utilisant le formulaire fourni en **annexe E**.

Responsabilité associée à l'observation des normes de l'OHI (voir section 7.2 du compte rendu)

L'Australie a présenté un document intéressant sur la responsabilité encourue par les Services hydrographiques suite à l'observation des normes de l'OHI. Ce document est communiqué en tant qu'**annexe F**. Le Comité consultatif juridique de l'OHI (CCJ) a également été consulté sur cette question et son point de vue sera communiqué aux Etats membres dès sa réception au BHI.

³ Disponible sur la page CHRIS du site Web de l'OHI (www.iho.shom.fr/general/ecdis/ecdisnew1.html)

Etat des publications nautiques au format numérique (Type NP - 2). (voir section 7.4 du compte rendu)

M. Johannes Melles (Allemagne) a été nommé président du groupe de travail sur la normalisation des publications nautiques (SNPWG) qui, conformément à son nouveau mandat (voir annexe A à la LC 49/2001), s'attachera à la normalisation des publications nautiques du type NP-3⁴. La 14^e réunion de la CHRIS a convenu qu'il serait également utile de connaître ce qui a été réalisé par les Etats membres en matière de publications nautiques du type NP-2. Il est donc demandé aux Etats membres de fournir une liste actualisée des publications nautiques produites sous forme numérique en utilisant le questionnaire constituant l'annexe G, lequel, dûment rempli, devra parvenir au BHI **avant le 15 janvier 2003**.

Assistance en matière de production d'ENC (voir section 11.2.2 du compte rendu)

La production d'ENC a progressé. Elle demeure toutefois encore insuffisante pour les besoins de la sécurité de la navigation dans le monde en dépit de l'amélioration des outils de production d'ENC et de leur plus grande disponibilité. Afin de mieux comprendre les raisons de cette production insuffisante d'ENC et de proposer une méthode efficace de coordination de l'assistance technique, il est demandé aux Etats membres de fournir des informations sur leurs besoins en matière d'assistance technique ou sur leur capacité à fournir une assistance technique en matière de production d'ENC en utilisant, à cet effet, le questionnaire constituant l'**annexe H**, lequel, dûment rempli, devra parvenir au BHI **avant le 15 janvier 2003**.

Elaboration de normes relatives aux ECS

L'attention des Etats membres est attirée sur l'élaboration, actuellement en cours, de normes pour les bases de données ECS par l'ISO ainsi que de normes pour l'équipement ECS par la RTCM (USA). Les projets relatifs à ces normes peuvent être consultés sur le site Web de l'OHI⁵. Le BHI sera représenté à Gênes (Italie) lors de la réunion du groupe de l'ISO chargé de l'élaboration des normes relatives aux bases de données ECS, les 5 et 6 décembre 2002. Tout en considérant que ces normes contribueront à une plus grande sécurité en matière de navigation maritime étant donné que l'utilisateur pourra sélectionner des données normalisées de qualité s'il utilise les ECS, nous souhaitons insister sur le fait qu'un ECDIS exploité avec des ENC officielles est le seul système considéré par l'OMI comme répondant aux prescriptions de la règle 19 du chapitre V de la Convention SOLAS. Nous souhaitons faire observer, en outre, que les autorités maritimes nationales peuvent autoriser, à l'échelon national, l'emploi des ECS sur certains types de bâtiments en remplacement des cartes papier et qu'elles doivent, en pareil cas, en aviser l'OMI. Vos commentaires sur ce qui précède seront les bienvenus.

La 15^e réunion de la CHRIS est prévue du 10 au 13 juin 2003 au BHI, à Monaco. Elle sera suivie, les 16 et 17 juin par les journées OHI-Secteur privé 2003.

⁴ Pour des raisons d'ordre pratique, les publications nautiques ont été classées comme suit :

- a) NP-1 - Publications imprimées.
- b) NP-2 - Publications numériques établies d'après des publications imprimées existantes et publiées en tant que produits distincts.
- c) NP-3 - Ensemble(s) de données numériques entièrement compatible(s) avec les ECDIS non couvertes par les publications de type NP-1 ou NP-2. Les publications NP-3 seront publiées sous la forme d'une base de données compilée conçue, en premier lieu, pour exploitation avec un ECDIS.

⁵ Voir documents CHRIS-14-17A (Base de données ECS) et CHRIS-14-17B (Equipement ECS).

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma haute considération,

Pour le Comité de direction

(original signé)

Contre-amiral Kenneth BARBOR
Directeur

- PJ:
- Annexe A Liste d'actions résultant de la 14e réunion de la CHRIS
 - Annexe B Principes et procédures pour la modification des normes de l'OHI.
 - Annexe C Bulletin de vote sur la résolution technique de l'OHI A1.20 proposée.
 - Annexe D CHRIS Letter 8/2002 (*Anglais seulement*)
 - Annexe E Questionnaire sur l'état de l'application des règles relatives aux ECDIS.
 - Annexe F Document " Potential Liability for IHO Standards" présenté par l'Australie (*Anglais seulement*).
 - Annexe G Questionnaire sur l'Etat des publications nautiques au format numérique (Type NP - 2)
 - Annexe H Questionnaire sur l'assistance en matière de production d'ENC.

LISTE D' ACTIONS RESULTANT DE LA 14^e REUNION DE LA CHRIS-14

Point de l'ordre du jour	Sujet	ACTION(S)
2.	Vice-présidence de la CHRIS	<ul style="list-style-type: none"> • Le Comité de direction du BHI devra préciser sa position en ce qui concerne la vice-présidence.
3.	Liste d'actions résultant de la 13 ^e réunion de la CHRIS	<ul style="list-style-type: none"> • Le BHI devra prendre les mesures appropriées nécessaires à la réalisation de toutes les actions résultant de la 13^e réunion de la CHRIS.
4.	Echelles de compilation pour les bases de données des cartes électroniques	<ul style="list-style-type: none"> • Le Canada devra soumettre la proposition à la Commission hydrographique USA-Canada aux fins d'investigation et formuler une recommandation par la suite.
4.	Amélioration de l'utilisation des données à petites échelles	<ul style="list-style-type: none"> • Les USA (NIMA) devront discuter de la question plus en détail avec les EM faisant état de préoccupations et soumettre une proposition amendée. Celle ci sera ensuite communiquée soit aux membres de la CHRIS en vue d'obtenir le soutien de la commission avant soumission aux Etats membres, soit, directement, aux EM (les USA devront préciser l'option choisie).
5.	Futur programme de travail de la CHRIS	<ul style="list-style-type: none"> • Le président du TAWG devra créer un nouveau sous groupe sur les "Opportunités et les besoins". • Le BHI et le président de la CHRIS devront communiquer au SPWG les résultats des discussions des 3 sous groupes ad hoc établis à l'occasion de la 14^e réunion de la CHRIS et chargés, respectivement, d'étudier la révision du mandat de la CHRIS, la coopération avec le secteur privé ainsi que les pratiques en matière de communication. • Le BHI devra formaliser la création d'un groupe consultatif de la CHRIS chargé de formuler des recommandations concrètes eu égard à l'amélioration du site Web de l'OHI.
6.	Règles en matière de présence de cartes à bord et ECDIS	<ul style="list-style-type: none"> • Le BHI devra contacter les EM pour obtenir des informations sur l'état des règles relatives aux ECDIS ainsi que sur leur application et mettre l'information à disposition sur le site Web de l'OHI. • Le BHI devra contacter le secrétariat de l'OMI afin de savoir si cette organisation envisage de mettre ce type d'information à disposition sur son site Web.
7.1	Programme de travail du TSMAD	<ul style="list-style-type: none"> • Les membres de la CHRIS devront adresser leurs commentaires sur le programme de travail du TSMAD à son président (Chris.Drinkwater@ukho.gov.uk) ou à celui du sous groupe de travail sur la 4^e édition (VachonD@dfo-mpo.gc.ca).

7.2	Révision des normes de fonctionnement pour les ECDIS de l'OMI	<ul style="list-style-type: none"> • Le BHI devra finaliser la lettre du C&SMWG à l'OMI relative à l'amendement des normes de fonctionnement des ECDIS de l'OMI, conformément au document CHRIS-14-7.2B, et l'adresser au sous comité de la navigation (NAV OMI/MSC).
7.2	Financement des travaux du CSMWG	<ul style="list-style-type: none"> • Le président du C&SMWG devra fournir davantage de détails à l'appui de la demande de financement. • Le BHI devra déterminer si la demande de financement du C&SMWG peut être prise en compte dans le cadre du budget du BHI consacré à l'assistance technique.
7.2	Responsabilité associée à l'observation des normes de l'OHI	<ul style="list-style-type: none"> • Le BHI devra communiquer aux EM par LC le document rédigé par l'Australie (CHRIS-14-7.2E) ainsi que le point de vue du CCJ, pour information et examen.
7.3	Impression à la demande (POD) et E-commerce	<ul style="list-style-type: none"> • Le président du TAWG devra mettre à disposition les documents relatifs à la POD et à l'E-Commerce, sur la page TAWG de l'OEF. • Le groupe d'intérêt du TAWG sur la POD devra étudier la possibilité d'établir des normes de l'OHI relatives au processus d'impression POD ainsi qu'aux formats numériques pour l'échange des fichiers POD. • Le groupe d'intérêt du TAWG sur l'E-commerce devra étudier la possibilité d'établir des normes de l'OHI relatives à l'E-commerce.
7.4	SNPWG	<ul style="list-style-type: none"> • Le BHI devra consulter les EM sur l'état de la production des publications numériques du type NP-2. • Le BHI devra communiquer à l'Allemagne (J. Melles) la liste des membres du SNPWG. • Le nouveau président du SNPWG devra entreprendre les travaux du GT conformément au mandat convenu.
7.5	CSPCWG	<ul style="list-style-type: none"> • Le BHI devra organiser, par correspondance, l'élection du président et du vice président du CSPCWG. • Le nouveau président du CSPCWG devra entreprendre les travaux du GT conformément au mandat. • Le BHI devra informer les EM des modifications mineures apportées au mandat de la CHRIS suite à la transformation de la CSC en groupe de travail de la CHRIS.
8.	Dispositif de sécurité de l'OHI	<ul style="list-style-type: none"> • Le BHI devra rechercher l'approbation des EM eu égard à l'adoption du dispositif de sécurité Primar en tant que Version 1 du dispositif de sécurité de l'OHI recommandé (RSS) et à l'attribution du rôle d'administrateur au IHB. • Primar-Stavanger devra préparer et accompagner le passage du BHI au rôle d'administrateur de la Version 1 du dispositif de sécurité de l'OHI, y compris en matière de formation du personnel du Bureau. • Le TAWG/DPSAG devra suivre la mise au point de la Version 2 du dispositif de sécurité de l'OHI, sous réserve de l'approbation des EM.
9.	Liaison avec le secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> • Le BHI devra contrôler/suivre la formation d'un " Forum OHI-Secteur privé " ainsi que d'un " Groupe sur le secteur privé maritime ".
9.	Distribution des SENC	<ul style="list-style-type: none"> • Le BHI devra mettre à disposition, sur le site Web de l'OHI les informations relatives à la distribution des SENC ainsi que celles

		<i>relatives à d'autres questions touchant à la sécurité de la navigation (Chapitre V de la Convention Solas, par exemple).</i>
11.2.1	Etude de la WEND (Couverture ENC)	<ul style="list-style-type: none"> • Le SH du RU devra tenter d'achever la partie graphique de l'étude de la WEND effectuée par le Portugal, en combinant, à partir du matériel disponible, les informations sur la disponibilité des ENC avec les graphiques des routes. • Le BHI devra ensuite, en cas de succès, afficher les résultats sur le site Web de l'OHI. Des dispositions devront être prises sur ce site en ce qui concerne les présentations graphiques de la couverture ENC lesquelles seront tenues à jour grâce aux informations fournies par les EM.
11.2.2	Assistance en matière de production d'ENC	<ul style="list-style-type: none"> • Le BHI devra obtenir des informations sur les SH ayant besoin d'assistance eu égard à la production d'ENC ainsi que sur ceux qui sont disposés à fournir cette assistance. • Tous les membres de la CHRIS devront prendre connaissance du Guide pour la production d'ENC disponible sur le site Web SHARED (www.ecdisnow.org). • Le BHI devra mettre le Guide ENC/SHARED à disposition sur le site Web de l'OHI. • Le BHI devra informer les EM de la mise à disposition du Guide ENC/SHARED et en fournir, sur demande, des exemplaires imprimés.
16.1	Accord de coopération OHI-ISO	<ul style="list-style-type: none"> • Le BHI devra soumettre au TC211 de l'ISO, pour examen et commentaires, le projet d'accord de coopération OHI-ISO tel qu'il apparaît dans le document CHRIS-14-16.1A. • Le BHI devra ensuite communiquer aux EM de l'OHI le projet d'accord de coopération aux fins de commentaires et d'approbation. • Le BHI devra adresser l'accord de coopération au secrétariat de l'ISO après son approbation par les EM de l'OHI.
17	Normes pour les ECS	<ul style="list-style-type: none"> • Le BHI devra attirer l'attention des EM sur les développements intervenus en matière de normes relatives aux ECS, en particulier eu égard aux normes relatives aux données ECS, ainsi que sur leur éventuel impact sur l'état des ENC/ECDIS.

Page laissée en blanc intentionnellement

PRINCIPES ET PROCEDURES POUR LA MODIFICATION DES NORMES DE L'OHI

[Approuvés par la 13^e réunion de la CHRIS (Athènes, Grèce, septembre 2001)]

Principes

Les améliorations apportées aux normes et aux systèmes ne peuvent se faire qu'en procédant à des modifications mais ces dernières peuvent entraîner une incompatibilité entre les systèmes, donner lieu à des frais de mise à jour élevés et mécontenter les utilisateurs. Les principes qui suivent visent à tenter d'éviter cela.

- A. Toute modification des normes existantes proposée doit être évaluée du point de vue technique, ainsi que du point de vue commercial, avant d'être approuvée.
- B. L'évaluation devrait impliquer toutes les parties y compris l'OHI, les fabricants, les distributeurs et les utilisateurs.
- C. Les modifications des normes ne devraient pas affecter, si possible, le parc d'utilisateurs existant. Elles devraient donc être "compatibles avec la version antérieure". Dans le cas contraire, la version existante devrait demeurer en vigueur pendant un certain temps.
- D. Si les modifications sont requises pour la sécurité de la navigation plutôt que pour l'amélioration des produits, le système précédemment approuvé doit continuer à être utilisé à la mer pendant un certain temps, afin de permettre la mise en oeuvre des modifications à bord.
- E. Les délais de mise en oeuvre des modifications devraient être définis au cas par cas, à moins qu'ils n'aient déjà été définis par une modification à l'OMI.
- F. Dans certains cas exceptionnels, il pourrait être nécessaire d'appliquer les modifications rétrospectivement et le plus tôt possible à tous les équipements à la mer.
- G. Toutes les parties concernées devraient être encouragées à "améliorer continuellement" les normes de l'OHI. Chaque proposition rejetée devrait donc faire l'objet d'une explication.

Procédures

Les procédures qui suivent sont recommandées en vue de s'assurer que les propositions de modifications sont correctement évaluées et mises en oeuvre. Ces procédures devraient être simples afin d'encourager leur utilisation.

- 1. Toutes les parties peuvent soumettre une "proposition de modification" au BHI pour enregistrement et traitement.
- 2. La "proposition de modification" doit inclure une justification de la modification proposée, une liste d'actions recommandées ainsi qu'une proposition de délais de mise en oeuvre.

3. Le BHI communique la "proposition de modification" au Comité de l' OHI pertinent aux fins d'évaluation et de décision.
4. Le comité concerné accepte ou refuse la proposition. Si la proposition est refusée, elle est retournée à son auteur, accompagnée d'une explication.
5. Si la proposition est acceptée, le comité demande à tous les organismes pertinents de participer à son évaluation, ainsi qu'à la planification des travaux subséquents.
6. Des représentants des fabricants, des distributeurs ainsi que des utilisateurs seront représentés au sein des divers organismes via leurs points de contact (CIRM, AISM et CIMM).
7. A partir de cette évaluation, le comité décide si la proposition doit être recommandée en vue de son approbation, mise en attente (modification mineure pouvant être introduite en même temps que d'autres modifications), ou rejetée.
8. En cas d'approbation, et après achèvement de tous les travaux subséquents, une "note de modification" fournissant un résumé des modifications convenues, la liste des documents concernés, la liste des actions recommandées ainsi qu'un programme de mise en oeuvre, sera rédigée.

Note: La liste des actions recommandées précise quelles sont les actions appropriées en fonction de la modification et devrait être rédigée sous forme de liste standard permettant de choisir une action, laquelle pourrait s'appliquer :

- a) rétrospectivement à tout ECDIS à la mer,
- b) à tout ECDIS à la mer , à l'occasion du prochain service,
- c) à tout ECDIS distribué à partir d'aujourd'hui,
- d) à tout ECDIS distribué à une date à venir,
- e) à toute ENC / SENC distribuée après une date à venir..... etc.

Travaux additionnels: Ce processus devrait être "établi en organigrammes" et des formulaires normalisés ("Proposition de modification" et "Note de modification") précisant les décisions, à chaque étape, devraient être rédigés.

BULLETIN DE VOTE

*(à faire parvenir au BHI avant le 15 janvier 2003
mél : info@ihb.mc - Télécopie: +377 93 10 81 40)*

**PRINCIPES ET PROCEDURES
POUR LA MODIFICATION DES NORMES DE L'OHI**

Etat membre:

Êtes vous d'accord pour que les " Principes et procédures pour la modification des normes de l'OHI ", tels qu'ils apparaissent dans l'annexe B à la LC du BHI 54/ 2002, constituent une nouvelle résolution technique de l'OHI (RT A1.20) ?

OUI

NON

Commentaires :.....
.....
.....

Nom / Signature.....

Date:

Page laissée en blanc intentionnellement

IHB File No. S3/8151/CHRIS

6 September 2002

CHRIS Letter No. 8/2002

To: Chairman of the IHO Strategic Planning Working Group (SPWG)
(Mr Frode Klepsvik, Norway)

Subject: Input to SPWG from CHRIS

Dear Sir,

I am writing to you in your capacity as Chairman of the IHO Strategic Planning Working Group. CHRIS at its 14th meeting in Shanghai, 15-17 August 2002, had on its agenda a discussion on the future work programme of CHRIS. The discussion took place in the light of the work of the SPWG, based on the discussions at the XVIth IHC.

The discussion focused on how the work of CHRIS and CHRIS WGs could be improved. All participants in the 14th CHRIS meeting supported the following conclusions from the discussions:

1. The meeting supports the draft vision/objective from SPWG i.e. “*create the global environment in which all States gather and exchange high quality hydrographic and oceanographic data and information and so ensure the widest possible use particularly for marine navigation and marine environment protection.*”
2. The meeting agreed that:
 - a. In order to support the vision/objective above, *all IHO Technical* issues should come under a *single Committee*;
 - b. In order to increase the efficiency of the decision processes in the IHO, the new Committee should be empowered to make appropriate decisions.
3. The meeting discussed the cooperation with industry and believes that:
 - a. co-operation with industry at the technical level should be better; and
 - b. formal recognition of industry organisations, in some way, would be of assistance.
4. Finally the meeting discussed the current communication practices from CHRIS and its working groups to Member States, other IHO bodies and Industry. The meeting agreed:
 - a. that the communication practices need to be improved, primarily by means of the IHO website;

- b. to establish a small task group to provide assistance to the IHB in improving the IHO website as the primary means of communication from CHRIS and CHRIS WG.

Pleased find enclosed for your information three small reports, which are the basis for the conclusions referred to in 1 to 4 above.

Yours sincerely

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Ole Berg". The signature is fluid and cursive, with a long, sweeping tail on the final letter.

Ole Berg
Chairman of CHRIS

Enclosures: 3 annexes
Copy to CHRIS Members

QUESTIONNAIRE

*(à faire parvenir au BHI avant le 15 février 2003
mél: info@ihb.mc - Télécopie: +377 93 10 81 40)*

ETAT DE L'APPLICATION DES REGLES RELATIVES AUX ECDIS

Etat membre:

Il vous est demandé de bien vouloir préciser l'état actuel, dans votre pays, de l'application des prescriptions relatives à la présence d'ECDIS à bord telles qu'elles sont définies au chapitre V de la Convention SOLAS:

➤ En tant qu'Etat du pavillon?

.....

.....

➤ En tant qu'Etat du port ?

.....

.....

Commentaires:.....

.....

Nom / Signature.....

Date:

Page laissée en blanc intentionnellement

POTENTIAL LIABILITY FOR IHO STANDARDS

Comment by Australia
(also Doc. CHRIS-14-7.2E)

Introduction

1. CHRIS paper 14/7/2D alerts Member States to a potential for exposure to legal liability for any shortcomings in the standards and technical regulations published by the IHO. The IHB has subsequently asked the IHO Legal Advisory Committee (LAC) to consider the legal status of the IHO in relation to such exposure.

2. On receipt of CHRIS paper 14/7/2D Australia sought urgent advice from the Australian Government Solicitor (AGS) on the matters raised in the paper. A preliminary Advice has now been received from the AGS and is included as an Appendix to this paper. This AGS Advice will also form Australia's contribution to the LAC. The Advice, which is supported by references and identifies legal precedents clearly provides the opinion that neither the IHO nor its Member States are exposed to any significant risk.

3. As a result of the Advice from AGS, Australia is therefore of the view that unless other members of the LAC advance a contrary opinion, then further consideration or advice by the LAC is unnecessary. Similarly, no particular action seems required of the CHRIS, any Member State, the IHO or the IHB.

Action Required by the Committee:

4. Australia recommends that the CHRIS:
 - a. **take note** of the Advice from the Australian Government Solicitor.
-

Page laissée en blanc intentionnellement

Appendice à l'annexe F

Canberra Office Litigation

50 Blackall Street, Barton ACT 2600 • Telephone (02) 6253 7000 • DX5678 • www.ags.gov.au
OFFICES IN CANBERRA, SYDNEY, MELBOURNE, BRISBANE, PERTH, ADELAIDE, HOBART,
DARWIN

Our ref: 02081642

5 August 2002

Commander Robert Ward
The Hydrographer RAN
Australian Hydrographic Office
Locked Bag 8801
South Coast Mail Centre NSW 2521

Dear Commander Ward

IHO Liability-Standards

1. We thank you for your email of 31 July 2002 in which you have requested an overview of the general principles and conclusions contained in a paper prepared by Rear Admiral Guy headed 'The Liability of International Organizations for their Standards'.

2. In essence, Admiral Guy has provided comment upon the liability that might arise to the International Hydrographic Organisation (IHO) or its Member States by reason of a third party suffering loss or damage which is in some way attributable to standards established by the IHO.

3. In essence, we consider it unlikely that the IHO could be sued as a result of an error in a standard as:

- (a) although the IHO has a separate legal identity within the jurisdiction of Member States, the IHO will likely be immune from such a claim as a result of Article XIII of the Convention;
- (b) the IHO may not be considered a separate legal entity able to be sued in Non-member States;
- (c) even if the IHO could be sued under national law on the basis of negligence, it is unlikely such a claim would be successful;
- (d) the IHO may not be considered an "international organisation" subject to a claim at international law outside Member States;
- (e) if the IHO were considered to be an "international organisation", it is likely that:
 - (i) no international tribunal would have jurisdiction to decide upon such a claim against the IHO;

- (ii) the party which suffered a loss would not have standing in an international tribunal;
 - (iii) the IHO would not be considered to have breached its international responsibility; and
- (f) Member States will not be liable for the activities of the IHO.

CAN IHO BE SUED?

4. Whether an action for damages arises from a party's reliance upon a standard published by the IHO requires the consideration of three issues, namely, whether the IHO has a legal personality and is capable of being sued, whether the IHO is immune from such a claim and thirdly, whether a cause of action could arise from the publication of a standard. We consider each of those questions below.

Legal personality

5. The IHO is established by the Convention on the International Hydrographic Organisation (the Convention). Article XIII of the Convention provides that:

The organisation shall have a juridical personality. In the territory of each of its Members it shall enjoy, subject to agreement with the Member Government concerned, such privileges and immunities as may be necessary for the exercise of its functions and the fulfilment of its object.

6. That object is set in very broad terms in Article II. Accordingly each Member State is obliged to ensure that, in its jurisdiction, the IHO is provided with a 'legal' personality and provided with immunities. Therefore, subject to the immunities provided, the IHO will generally be entitled to sue and be sued in the jurisdiction of a Member State.

7. In Non-member States, as the question of legal personality will be determined by national law, it is perhaps doubtful that the IHO will be recognised as having such an identity. That is because it is unlikely that the domestic law of such States would have addressed the legal status of organisations with which they have no connection.

8. At international law it is likely that the IHO would be regarded as an 'international organization' and so endowed with legal rights and obligations at international law. That is, it is generally agreed that for an entity to qualify as an 'international organization' it must have the following characteristics:

- (a) its membership must be composed of States and/or other international organizations;
- (b) it must be established by a treaty;
- (c) it must have an autonomous will distinct from that of its members and be vested with legal personality; and
- (d) it must be capable of adopting norms addressed to its members.¹

¹ Philippe Sands and Pierre Kleins, *Bowett's Law of International Institutions* (2001), p. 16

9. The IHO is established by a treaty, has a membership composed of States and is vested with legal personality pursuant to Article XIII. It is comprised of the Conference of Members and the Bureau, appears to have an autonomous will, and is capable of adopting norms addressed to its members.

10. Accordingly, it may be that the IHO would be considered to be:

- (a) a separate legal entity capable of being sued in a Non-member State; and
- (b) an international organisation ‘subject to international law rights and obligations’.

National law

11. In States with a dualist system such as Australia, privileges and immunities in relation to the national law will not necessarily be granted to the IHO unless a specific law is enacted by the Member State to that effect.

12. In Australia, the IHO’s privileges and immunities are set out in the *International Hydrographic Organisation (Privileges and Immunities) Regulations 1997* (the Regulations), enacted in accordance with the *International Organisations (Privileges and Immunities) Act 1963* (the Act). The consequence of those legislative instruments is that the IHO is declared to be body corporate with perpetual succession capable of suing and being sued (Regulation 4) and is immune ‘from suit and other legal process’ (Section 6 and the First Schedule of the Act). That immunity is subject to various exemptions and may be waived by the IHO but, subject to any waiver, would provide the IHO with an immunity from a suit commenced to recover damages in the scenario outlined above.

13. Immunity from suit extends to members of the Directing Committee as is accorded to diplomatic agents (Regulation 7 and the Second Schedule of the Act) and officials of the IHO in respect of any act or thing done in the course of their duties (Regulation 8 and Schedule Four of the Act).

14. We expect that such legislation has been adopted in most, if not all, Member States. In any event, in States in which international obligations are immediately incorporated into the national law of that State (monist states), upon the State ratifying the Convention, the IHO will have accordingly been provided with “such privileges and immunities as may be necessary for the exercise of its functions and the fulfilment of its object have immunities”. That is, it is arguable that, in order for the IHO to exercise its objects and functions which include the creation of international standards based upon the practice of national hydrographic organisations and international practice, it should be granted immunity from any suit arising from the creation and publication of those standards. Therefore, even without the introduction of a specific law in the Member State, the IHO may have an immunity of suit in relation to the scenario being considered.

15. In Non-member States, it is perhaps unlikely that any such immunity would be provided.

International law

16. As set out above, we consider that the IHO would be regarded as an international organisation subject to rights and obligations imposed by international law and subject to the rules of international law, including conventional and customary rules. The International Court of Justice (ICJ) in an advisory opinion stated:

‘international organisations are subjects of international law and, as such, are bound by obligations encumbered upon them under general rules of international law, under their

constitutions or other international agreements to which they are parties'²

17. International organisations are therefore subject to rules of customary international law and general principles of law recognised by civilised nations³ which include the principle of international responsibility.

18. In Australia, an action could not be commenced which solely relied upon a breach of international law. However, if it was possible to bring a claim in a domestic court that sought to rely solely on a breach of international law as suggested above, no such immunity would appear to be available to Non-member States.

19. The only other apparently available jurisdiction in which a claim could be brought against the IHO is in an international tribunal. However, even if there was an international tribunal in which proceedings could be commenced, it appears unlikely that any party that wished to make a claim against the IHO would have standing in such a tribunal and be able to commence proceedings.

Cause of action

20. Obviously, if the IHO is immune from suit as a result of the matters set out above, the question of whether a cause of action may arise against the IHO is irrelevant. However, if the IHO is able to be sued in a particular jurisdiction, a cause of action may arise in accordance with national or international law. We consider each of these areas below.

National law

21. A claim in accordance with national law would generally arise either under a principle akin to negligence or in accordance with an enactment of the State. The most likely claim would appear to arise on the basis of negligence and a breach by the IHO of a duty of care it owed to the party bringing the claim. Such a claim would generally involve consideration of issues such as:

- (a) the causal link between the alleged breach of duty and the damage suffered;
- (b) the degree to which the IHO consulted and relied upon national hydrographic organisations and international practice in preparing the standards;
- (c) the foreseeability of the damage;
- (d) the extent and reasonableness of the parties reliance on the standard;
- (e) the extent to which the party's own negligence contributed to the loss, etc.

22. However, realistically, in light of the role of the IHO and the manner in which standards are created, we consider the possibility of such a claim being successful to be remote, even if it could be commenced, which itself appears unlikely.

23. That is, in circumstances where the standards are:

² *Advisory Opinion on the Interpretation of the Agreement of March 25, 1951 between WHO and Egypt*, 1980 ICJ Reps, p.73 at 89-90.

³ Sands and Kleins, *Bowett's Law of International Institutions* (2001), p.459

- (a) based upon information provided by national hydrographic offices and international practice;
- (b) prepared in consultation with those offices; and
- (c) published and made available to third parties on that basis;

it appears unlikely that negligence could be established against the IHO or that absolute and blind reliance on the standard would be considered to be reasonable.

24. Finally, even if such an action could be brought and was successful, unless the IHO had assets within the jurisdiction of the Non-member State in which the proceeding was commenced, depending upon any reciprocal relationship that State may have with another Non-member State in which the IHO does hold assets, it is unlikely any judgement could be executed.

International law

25. If the IHO was considered to be an international organisation subject to international law rights and obligations, and a jurisdiction was available in which it could be sued on that basis, a claim could arguably be commenced on the basis of a breach of international responsibility.

26. That is, a claim which might be regarded as one in negligence is, broadly speaking, available under the general principles of international responsibility, which effectively embodies the principle of State responsibility as it applies to international organisations. Once an international organisation subject to international law is found to have breached its international responsibility, reparation must generally be made for the loss caused.

27. The emphasis in international law is upon a wrongful act committed in conflict with international responsibility. In general, issues which will be considered in the assessment of whether a tort has been committed in accordance with Australian law such as causation, negligence, remoteness of damage, etc. are issues which are often considered at international law where international responsibility is at issue.

28. In relation to standards prepared by the IHO, we consider it unlikely that an error in the standard or the process by which the standard was prepared would likely constitute a breach of international responsibility. A breach of international responsibility would normally be confined to the consideration of obligations with an international flavour imposed under a treaty or some other international principle. The potential breach of duty considered in this scenario is more appropriately categorised as one for consideration at a national level.

29. However, even if the scenario does involve a consideration of the IHO's compliance with its international responsibility, as set out in relation to a claim at a national level, it appears remote that any breach of that responsibility would be established. That is, in circumstances where the standards are:

- (a) based upon information provided by national hydrographic offices and international practice;
- (b) prepared in consultation with those offices; and
- (c) published and made available to third parties on that basis;

it is unlikely that negligence could be established against the IHO or that absolute reliance on the standard

was reasonable. Accordingly, a claim for reparation at international law would not be likely to be successful.

CAN MEMBER GOVERNMENTS BE SUED IN RELATION TO THE ACTIVITIES OF THE IHO

30. The final issue to consider is whether, in circumstances where it is alleged that a breach of the IHO of a duty has caused damage to a third party, the third party may commence proceedings against a Member State.

31. The first principle relevant to this question is the principle of customary international law that States are immune from the jurisdiction of other States. In Australia, that principle is embodied in the *Foreign States Immunities Act* 1985 which provides that a State shall be immune from suit, absent a submission to the jurisdiction, for damages arising from personal injury unless the injury arose from an action or omission occurring within Australia.

32. Accordingly, we consider it unlikely that any claim could be commenced at national law against a foreign Member State in relation to an activity of the IHO, regardless of whether the IHO was recognised as a legal entity in that jurisdiction.

33. If an immunity is not available, in national jurisdictions where the IHO is a recognised separate legal identity, the IHO will be the appropriate body to be sued. The same applies in the international arena as the IHO is likely to be categorised as an international organisation.

34. The issue was considered in relation to the International Tin Council (ITC) by the English Court of Appeal⁴ which found that:

- (a) the constituent instrument establishing the ITC showed no intention of creating a principal/agent relationship;
- (b) there was no real opportunity of any one State to control the activities of the ITC;
- (c) the absence of a no liability clause in the constituent instrument did not result in direct liability to creditors of the ITC and there was no contrary international principle of that nature; and
- (d) as the Parliament had endowed the ITC with the legal capacities of a body corporate it was the appropriate body to sue.

35. The House of Lords also considered a claim against the Members of the ITC and found that the ITC:

was invested with a legal personality distinct from its members, with the consequence that, when it entered into engagements, it and not the members was the contracting party.⁵

36. These principles equally apply to the IHO and so we consider it unlikely that Member States could be sued for a loss suffered by a party as a result of reliance upon an IHO standard.

⁴ *Maclaine Watson & co Ltd v International Tin Council (No2)* 80 ILR 110

⁵ *J H Rayner Department of Trade* (1989)81 ILR 704 per Lord Aylmerton

37. This advice has been settled by Mr Henry Burmester QC and Mr Ken Pogson. Please contact myself or Mr Pogson if you wish to discuss this matter further.

Yours sincerely

Andrew Hughes
Senior Executive Lawyer
Australian Government Solicitor

Tel: (02) 6253 7416
Fax: (02) 6253 7383
E-mail: andrew.hughes@ags.gov.au

Page laissée en blanc intentionnellement

QUESTIONNAIRE

(à faire parvenir au BHI avant le 15 janvier 2003
mél: info@ihb.mc - Télécopie: +377 93 10 81 40)

ETAT DES PUBLICATIONS NAUTIQUES AU FORMAT NUMERIQUE (NP - 2)

PRODUITES PAR LES ETATS MEMBRES DE L'OHI

Etat membre:

Il vous est demandé de bien vouloir indiquer dans le tableau ci-dessous si des publications nautiques de type NP - 2 (c.a.d. des publications numériques établies d'après des publications imprimées existantes et publiées en tant que produit distinct) ont été produites/publiées par votre Service hydrographique:

Publication	Produite en tant que publication de type NP-2 (Oui/Non)	Etat : - Publiée - En préparation - Prévue	Date	Code/Numéro
Tables des distances				
Liste de balisage				
Livre des feux				
Ouvrage de radiosignaux				
Liste des signes conventionnels, des abréviations et des termes figurant sur les cartes				
Manuel du navigateur				
Avis aux navigateurs				
Guide d'organisation du trafic				
Instructions nautiques				
Atlas des courants de marée				
Tables des marées				
Autres.....				

Commentaires:.....

Nom / Signature.....

Date:.....

Page laissée en blanc intentionnellement

QUESTIONNAIRE

*(à faire parvenir au BHI avant le 15 janvier 2003
Mél: info@ihb.mc - Télécopie: +377 93 10 81 40)*

ASSISTANCE EN MATIERE DE PRODUCTION D'ENC

Etat membre:

1. Avez vous besoin d'assistance technique en matière de production d'ENC ?

OUI NON

1.1 Dans l'affirmative, une assistance assurée par un ou plusieurs autres Etats membres de l'OHI vous intéresserait-elle ?

OUI NON

Commentaires:.....

2. Seriez-vous disposé à fournir une assistance technique à un ou à plusieurs autres Etats membres de l'OHI en matière de production d'ENC?

OUI NON

Commentaires:.....

Nom / Signature..... Date:.....

Page laissée en blanc intentionnellement